

# PORTABILITÉ DES DROITS LORS D'UN DÉPART EN RETRAITE (LOI EVIN)

**Lors d'un départ en retraite, les anciens salariés peuvent bénéficier de la portabilité de leur complémentaire santé selon les dispositions de la Loi Evin. Cette mesure vise à garantir une continuité de la couverture santé après la fin de l'activité professionnelle.**

## La Loi Evin : principe et conditions

La Loi Evin (loi n°89-1009 du 31 décembre 1989) permet aux anciens salariés, notamment les retraités, de conserver leur complémentaire santé collective à titre individuel. Les principales conditions sont :

- Être bénéficiaire de la complémentaire santé collective au moment du départ en retraite
- Faire la demande de maintien dans les 6 mois suivant la cessation d'activité
- Le contrat individuel proposé doit reprendre les garanties du contrat collectif, avec des tarifs encadrés pendant 3 ans

## Encadrement tarifaire

La Loi Evin prévoit un plafonnement des cotisations pendant les trois premières années :

- 1ère année : tarif identique à celui des actifs
- 2ème année : majoration maximale de 25 %
- 3ème année : majoration maximale de 50 %

## Rôle de la complémentaire santé

La complémentaire santé permet de couvrir les frais non pris en charge par la Sécurité sociale, tels que les dépassements d'honoraires, le forfait hospitalier ou les soins dentaires et optiques. En retraite, elle devient essentielle pour maintenir un bon niveau de remboursement.



## Rôle de la prévoyance

La prévoyance collective cesse généralement à la fin du contrat de travail. Toutefois, certains contrats peuvent prévoir des garanties post-activité comme le versement d'un capital décès ou des prestations en cas d'invalidité. Il est recommandé de souscrire une prévoyance individuelle en complément.

---

## CONCLUSION

**La portabilité des droits via la Loi Evin constitue une protection importante pour les retraités. Elle permet de conserver une couverture santé adaptée et de limiter les ruptures de prise en charge. Il est conseillé de bien se renseigner auprès de son organisme assureur pour connaître les modalités précises.**

